

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Arrêté du 18 octobre 2024 renouvelant l'agrément national de sécurité civile pour l'association « le Bouclier bleu France »

NOR : INTE2427454A

Le ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L. 725-1, L. 725-3, R. 725-1 à R. 725-11 et R. 765-2 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec l'administration, notamment son article 25-1 ;

Vu l'arrêté du 27 février 2017 relatif aux agréments des associations de sécurité civile pour la participation aux opérations de secours dénommés agréments « A » ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément du 5 avril 2024, complétée par message du 7 octobre 2024,

Arrête :

Art. 1^{er}. – L'association « le Bouclier bleu France » est agréée au niveau national au titre de sa structure de l'Organisation de la réponse à l'urgence (ORU) jusqu'au 2 juin 2026 pour les missions et dans le cadre du champ géographique définis ci-dessous :

Type d'agrément	Champ géographique des comités et associations affiliés	Type des missions de sécurité civile
National	National	A : « protection des biens ou du patrimoine culturel au titre de l'ORSEC ».

Art. 2. – Pour l'agrément A, l'association « le Bouclier bleu France » apporte son concours aux missions conduites par les services d'incendie et de secours dans les conditions fixées par le règlement opérationnel prévu à l'article L. 1424-4 du code général des collectivités territoriales, à la demande du directeur des opérations de secours et sous l'autorité du commandant des opérations de secours.

Art. 3. – L'agrément accordé par le présent arrêté peut être retiré ou abrogé notamment en cas de non-respect d'une des conditions fixées par les articles R. 725-1 à R. 725-11 du code de la sécurité intérieure susvisés, et dans les formes prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Art. 4. – Le Bouclier bleu France s'engage à signaler sans délai, au ministre chargé de la sécurité civile, toute modification substantielle des éléments au vu desquels l'agrément a été accordé.

Art. 5. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 18 octobre 2024.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice des sapeurs-pompiers,
T. PINAULT